

Cote du document:	EB 2007/91/R.33
Point de l'ordre du jour:	11 a)
Date:	17 août 2007
Distribution:	Publique
Original:	Anglais

F



Cœuvrer pour que les ruraux pauvres
se libèrent de la pauvreté

Rapport du Président concernant des propositions de don au titre du guichet mondial/régional à des centres internationaux bénéficiant du soutien du GCRAI

Conseil d'administration — Quatre-vingt-onzième session
Rome, 11-12 septembre 2007

Pour: **Approbation**

Note aux Administrateurs

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour approbation.

Afin que le temps imparti aux réunions du Conseil soit utilisé au mieux, les Administrateurs qui auraient des questions techniques à poser au sujet du présent document sont invités à se mettre en rapport, avant la session, avec le responsable du FIDA ci-après:

Shantanu Mathur

Coordonnateur des dons

téléphone: +39 06 5459 2515

courriel: s.mathur@ifad.org

Les demandes concernant la transmission des documents de la présente session doivent être adressées à:

Deirdre McGrenra

Fonctionnaire responsable des organes directeurs

téléphone: +39 06 5459 2374

courriel: d.mcgrenra@ifad.org

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Recommandation d'approbation	iii
Première partie – Introduction	1
Deuxième partie – Recommandation	3

Annexes

I. Institut international de recherche sur les cultures des zones tropicales semi-arides (ICRISAT): Programme d'innovations intégrées pour l'amélioration de la productivité, des filières commerciales et de la gestion des risques dans le domaine de la culture des légumineuses en Afrique orientale et australe	5
II. Institut international de recherche sur les cultures des zones tropicales semi-arides (ICRISAT): Programme de mise en relation des pauvres avec les marchés mondiaux: développement au profit des pauvres des filières de biocarburants	10
III. Institut international d'agriculture tropicale (IITA): Programme pour le développement participatif, la diffusion et l'adoption des techniques de culture du niébé visant à réduire la pauvreté et à promouvoir des moyens d'existence durables en Afrique de l'Ouest	17
IV. Centre du riz pour l'Afrique (ADRAO): Programme d'amélioration de l'accès des petits paysans aux semences de NERICA ("Nouveau riz pour l'Afrique") visant à atténuer la pauvreté rurale en Afrique de l'Ouest et du Centre	22

Sigles et acronymes

ADRAO	Centre du riz pour l'Afrique
CIAT	Centre international d'agriculture tropicale
ICRISAT	Institut international de recherche sur les cultures des zones tropicales semi-arides
IITA	Institut international d'agriculture tropicale
NARES	Systèmes nationaux de recherche et de vulgarisation agricoles
NERICA	Nouveau riz pour l'Afrique
PRONAF	Projet Niébé pour l'Afrique
S&E	Suivi-évaluation

Recommandation d'approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver les recommandations relatives aux propositions de don au titre du guichet mondial/régional à des centres internationaux bénéficiant du soutien du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale, telles qu'elles figurent au paragraphe 11.

Rapport du Président concernant des propositions de don au titre du guichet mondial/régional à des centres internationaux bénéficiant du soutien du GCRAI

J'ai l'honneur de présenter le rapport et la recommandation ci-après concernant quatre propositions de don en faveur de la recherche et de la formation agricoles menées par des centres internationaux bénéficiant du soutien du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI), d'un montant de 5,6 millions de USD.

Première partie – Introduction

1. Dans le présent rapport, il est recommandé au FIDA d'apporter un appui aux programmes de recherche et de formation menés par les centres internationaux ci-après bénéficiant du soutien du GCRAI: l'Institut international de recherche sur les cultures des zones tropicales semi-arides (ICRISAT), l'Institut international d'agriculture tropicale (IITA) et le Centre du riz pour l'Afrique (ADRAO).
2. Les documents relatifs aux dons soumis au Conseil d'administration pour approbation figurent en annexe au présent rapport:
 - i) Institut international de recherche sur les cultures des zones tropicales semi-arides (ICRISAT): Programme d'innovations intégrées pour l'amélioration de la productivité, des filières commerciales et de la gestion des risques dans le domaine de la culture des légumineuses en Afrique orientale et australe
 - ii) Institut international de recherche sur les cultures des zones tropicales semi-arides (ICRISAT): Programme de mise en relation des pauvres avec les marchés mondiaux: développement au profit des pauvres des filières de biocarburants
 - iii) Institut international d'agriculture tropicale (IITA): Programme pour le développement participatif, la diffusion et l'adoption des techniques de culture du niébé visant à réduire la pauvreté et à promouvoir des moyens d'existence durables en Afrique de l'Ouest
 - iv) Centre du riz pour l'Afrique (ADRAO): Programme d'amélioration de l'accès des petits paysans aux semences de NERICA ("Nouveau riz pour l'Afrique") visant à atténuer la pauvreté rurale en Afrique de l'Ouest et du Centre
3. Les objectifs et la teneur des programmes de recherche appliquée considérés sont conformes à l'évolution des objectifs stratégiques du FIDA ainsi qu'aux principes et critères régissant son programme de dons.
4. Les objectifs stratégiques primordiaux qui guident la politique du FIDA en matière de financement sous forme de dons, approuvés par le Conseil d'administration en décembre 2003, sont les suivants:
 - a) promouvoir la recherche utile aux pauvres sur les approches novatrices et les options technologiques en vue de renforcer l'impact sur le terrain; et
 - b) renforcer les capacités des institutions partenaires au service des pauvres, y compris les organisations à assise communautaire et les ONG.
5. Découlant de ces objectifs et de ceux du Cadre stratégique du FIDA pour 2007-2010, les buts spécifiques de l'appui apporté par le FIDA sous forme de dons concernent: a) les stratégies adoptées par les groupes cibles du Fonds pour assurer la sécurité alimentaire des ménages, plus particulièrement dans les zones

agroécologiques reculées et marginalisées; b) les technologies reposant sur les systèmes de savoirs traditionnels locaux/autochtones qui prennent en compte la problématique hommes-femmes et sont de nature à renforcer et diversifier le potentiel productif des systèmes agricoles pauvres en ressources en améliorant la productivité en exploitation et hors exploitation et en s'attaquant aux entraves à la production; c) l'accès aux moyens de production (terre et eau, services financiers diversifiés, main-d'œuvre et technologie); d) la gestion durable et productive des ressources naturelles, qu'il s'agisse de leur utilisation ou de leur conservation; e) les mesures propres, tant au niveau local que national, à inciter les ruraux pauvres à accroître leur productivité et à réduire ainsi leur dépendance à l'égard des transferts; f) l'accès des petits producteurs primaires impliqués dans des petites et moyennes entreprises et des chaînes de valeur à des marchés transparents et compétitifs d'intrants et de produits au service de ces producteurs; et g) un cadre institutionnel au sein duquel les institutions formelles et informelles, publiques et privées, locales et nationales peuvent dispenser des services aux populations économiquement vulnérables, en fonction de leur avantage comparatif. Dans ce cadre, le financement octroyé par le FIDA sous forme de dons vient en appui à des approches axées sur les filières-produits dans un souci d'auto-ciblage parmi les ruraux pauvres. Enfin, le programme de financement sur don du FIDA encourage la création et la consolidation d'un réseau destiné à la collecte et à la diffusion de savoirs qui, à son tour, aidera le Fonds à forger des liens stratégiques durables avec ses partenaires du développement et à démultiplier les effets de ses programmes de recherche et de renforcement des capacités bénéficiant d'un financement sur don.

6. Les dons proposés dans le présent document s'inscrivent dans les objectifs stratégiques cités plus haut.
7. Le programme d'innovations intégrées pour l'amélioration de la productivité, des filières commerciales et de la gestion des risques dans le domaine de la culture des légumineuses en Afrique orientale et australe répond aux objectifs stratégiques précités en tirant parti de la mise en œuvre de variétés locales et de systèmes de culture locaux pour améliorer la productivité en tenant compte de la problématique hommes-femmes.
8. Le programme de mise en relation des pauvres avec les marchés mondiaux: développement au profit des pauvres des filières de biocarburants répondra aux deux objectifs stratégiques en a) menant des recherches innovantes sur des améliorations de la productivité des cultures et en intégrant la culture des plantes mises au point dans les systèmes de petite exploitation de manière à assurer la sécurité alimentaire et à répondre à d'autres besoins des agriculteurs en fourrage et b) en renforçant la capacité des gouvernements, des ONG et des organisations à assise communautaire à élaborer des projets énergétiques ruraux qui consisteraient à évaluer l'impact de la fourniture d'énergie en zone rurale sur la réduction de la pauvreté et à mettre en relation les communautés avec les marchés mondiaux, tout en maintenant la sécurité alimentaire. Le don proposé aidera aussi à mettre en route des mesures destinées à protéger les droits fonciers des pauvres, à faire de la fourniture d'énergie en zone rurale une stratégie de réduction de la pauvreté et à intégrer le développement de biocarburants dans les opérations du FIDA, en établissant ainsi un lien direct entre les prêts et les dons.
9. Le programme pour le développement participatif, la diffusion et l'adoption de techniques de culture du niébé visant à réduire la pauvreté et à promouvoir des moyens d'existence durables en Afrique de l'Ouest (liaisons entre le PRONAF et les investissements financés par le don [PRONAF-GIL]) répond aux objectifs stratégiques précités par:

- a) la synthèse et la diffusion des résultats du PRONAF en matière de développement participatif des techniques de culture du niébé afin d'accroître la productivité et les revenus des petits paysans, en partenariat avec des projets d'investissement du FIDA;
 - b) l'autonomisation au moyen d'un renforcement des capacités induit par la demande et d'échanges d'informations à tous les niveaux entre les intervenants (paysans, organisations paysannes, directeurs de projets du FIDA, chercheurs, secteur privé, responsables politiques); et
 - c) le soutien à une concertation réunissant les divers intervenants, grâce à une plateforme régionale de partenariats ayant trait à la production de niébé et à la productivité de sa culture et regroupant le PRONAF, des projets du FIDA, son système de gestion des résultats et de l'impact (SYGRI), son don d'assistance technique pour le suivi-évaluation (S&E), les systèmes nationaux de recherche et de vulgarisation agricoles (NARES), le Conseil ouest et centre africain pour la recherche et le développement agricoles, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique, l'Union africaine et l'Union européenne.
10. Le programme d'amélioration de l'accès des petits paysans aux semences de NERICA ("Nouveau riz pour l'Afrique") visant à atténuer la pauvreté rurale en Afrique de l'Ouest et du Centre répond aux objectifs stratégiques précités par les moyens suivants: i) concevoir une série complète de pratiques de production de semences et de culture de NERICA et la mettre à la disposition des bénéficiaires du programme; ii) renforcer les capacités des scientifiques et des techniciens spécialistes de la culture du riz afin d'améliorer la recherche et la production nationales dans ce domaine; iii) conduire des évaluations participatives des technologies des traitements post-récolte peu exigeantes en main-d'œuvre permettant de réduire les pertes et d'améliorer la qualité de la production; et iv) réaliser des études afin d'améliorer les politiques et les dispositifs de commercialisation pour la production et le commerce du riz dans le pays.

Deuxième partie – Recommandation

11. Je recommande que le Conseil d'administration approuve les dons proposés en adoptant les résolutions suivantes:

DÉCIDE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le programme d'innovations intégrées pour l'amélioration de la productivité, des filières commerciales et de la gestion des risques dans le domaine de la culture des légumineuses en Afrique orientale et australe, accordera un don ne dépassant pas un million quatre cent mille dollars des États-Unis (1 400 000 USD) à l'ICRISAT à l'appui d'un programme de trois ans. Ce don sera régi par toutes autres modalités et conditions conformes en substance à celles indiquées au Conseil d'administration dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le programme de mise en relation des pauvres avec les marchés mondiaux: développement au profit des pauvres des filières de biocarburants, accordera un don ne dépassant pas un million cinq cent mille dollars des États-Unis (1 500 000 USD) à l'Institut international de recherche sur les cultures des zones tropicales semi-arides (ICRISAT) à l'appui d'un programme de trois ans. Ce don sera régi par toutes autres modalités et conditions conformes en substance à celles indiquées au Conseil d'administration dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le programme pour le développement participatif, la diffusion et l'adoption des techniques de culture du niébé visant à réduire la pauvreté et à promouvoir des moyens d'existence durables en Afrique de l'Ouest, accordera un don ne dépassant pas un million deux cent mille dollars des États-Unis (1 200 000 USD) à l'Institut international d'agriculture tropicale (IITA) à l'appui d'un programme de trois ans. Ce don sera régi par toutes autres modalités et conditions conformes en substance à celles indiquées au Conseil d'administration dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le programme d'amélioration de l'accès des petits paysans aux semences de NERICA ("Nouveau riz pour l'Afrique") visant à atténuer la pauvreté rurale en Afrique de l'Ouest et du Centre, accordera un don ne dépassant pas un million cinq cent mille dollars des États-Unis (1 500 000 USD) au Centre du Riz pour l'Afrique (ADRAO) à l'appui d'un programme de quatre ans. Ce don sera régi par toutes autres modalités et conditions conformes en substance à celles indiquées au Conseil d'administration dans le présent rapport.

Le Président
Lennart Båge

Institut international de recherche sur les cultures des zones tropicales semi-arides (ICRISAT): Programme d'innovations intégrées pour l'amélioration de la productivité, des filières commerciales et de la gestion des risques dans le domaine de la culture des légumineuses en Afrique orientale et australe

I. Contexte

1. Plus de la moitié de la population d'Afrique orientale et australe – qui compte 350 millions de personnes – vit en situation d'extrême pauvreté, principalement en milieu rural. L'incidence et la gravité de la pauvreté sont plus fortes dans les zones semi-arides caractérisées par des sols non fertiles, des variations climatiques, des infrastructures insuffisantes et un accès limité aux marchés. Les légumineuses et les oléagineuses représentent des cultures fiables pour les petits agriculteurs, tant au plan vivrier que du revenu. Bien adaptées aux conditions biophysiques marginales, elles ne nécessitent pas un gros apport d'intrants. Dans les zones plus sèches, les légumineuses (en particulier le pois chiche et le pois cajan) et l'arachide constituent des cultures vivrières et de rente importantes et sont, en cas d'excédent de production, une source essentielle de revenu pour les familles pauvres. Ces variétés offrent aux paysans démunis de ressources et au secteur agro-alimentaire des zones semi-arides de la région la possibilité d'accroître les revenus monétaires et de diversifier les moyens de subsistance.
2. Ce programme privilégiera les légumineuses dans la mesure où il s'agit de variétés extrêmement appréciées par les agriculteurs pauvres comme source d'aliments et de revenus, intéressantes du point de vue nutritionnel pour les enfants et les groupes vulnérables et susceptibles de produire de la richesse. L'amélioration de la productivité et des chaînes de valeur concernant ces légumineuses aiderait les familles rurales pauvres et vulnérables à surmonter les carences nutritionnelles provoquées par la carence en protéines et en huile. Ce type de culture permettrait en outre de maintenir la fertilité des sols dans la mesure où les légumineuses fixent l'azote atmosphérique, avec des retombées bénéfiques pour d'autres cultures (notamment les céréales). Les sous-produits de ces légumineuses (foin d'arachide par exemple) constituent eux aussi un fourrage précieux pour l'élevage. À côté des avantages agronomiques, on constate une demande croissante de légumineuses sur les marchés locaux, régionaux et internationaux et, par conséquent, un réel potentiel pour les petits agriculteurs de tirer parti des opportunités offertes par le marché afin de générer ou de diversifier leurs revenus et, partant, de réduire la pauvreté. Cependant, à de rares exceptions près, ces opportunités sont sous-exploitées.
3. Bien qu'importantes pour les pauvres de la région, ces cultures ont été grandement négligées dans le cadre des efforts déployés en faveur du développement agricole. Ainsi, les rendements moyens restent parmi les plus bas au monde et les marchés sont fort peu développés. Récemment, l'ICRISAT (membre du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale), en collaboration avec des partenaires nationaux, a mis au point plusieurs variétés de légumineuses non irriguées (pois chiche, pois cajan et arachide), à haut rendement et résistantes au stress, présentant les caractéristiques agronomiques souhaitées et attirant la demande. Non seulement ces nouvelles variétés sont à haut rendement mais elles sont résistantes à la sécheresse et aux maladies dévastatrices telles que la flétrissure fusarienne du pois et la rosette chlorotique. L'ICRISAT a également mis au point des pratiques améliorées de gestion intégrée des cultures et des innovations dans le domaine de la lutte contre les ravageurs et les maladies qui ont permis

d'accroître les rendements. Malheureusement, même si la libéralisation commerciale dans la région est en train d'ouvrir des créneaux aux agriculteurs, rares sont ceux qui en bénéficient.

4. Les activités de recherche menées dans la région ont permis d'identifier plusieurs raisons à cet état de fait, à savoir: a) la faible productivité des variétés traditionnelles, et donc le manque d'excédent commercialisable; b) la faible demande due à la mauvaise qualité des produits des variétés locales; c) la non-conformité des systèmes de fourniture d'intrants; d) le coût élevé des transactions et l'absence de débouchés de commercialisation fiables; et e) la baisse de la fertilité des sols et le manque d'irrigation. L'effet cumulé de ces facteurs engendre une production faible, une compétitivité médiocre et une incapacité à s'infiltrer dans des marchés susceptibles d'offrir des prix forts en échange de la qualité. Afin de surmonter cet enchevêtrement d'obstacles et de mettre en valeur le potentiel inexploité des légumineuses au profit des pauvres, il est nécessaire d'élaborer de nouveaux types d'accords institutionnels et de partenariats. Le présent programme vise le développement de ces opportunités pour les petits cultivateurs de légumineuses non irriguées par le biais d'interventions ciblées en faveur des pauvres dans quatre pays d'Afrique orientale et australe: l'Éthiopie, le Kenya, le Malawi et la Tanzanie.

II. Justification et pertinence pour le FIDA

5. La concentration de la pauvreté en Afrique orientale et australe est l'une des plus fortes au monde. L'incidence et la gravité de la pauvreté sont plus élevées dans les zones semi-arides à faible potentiel. Si l'on veut atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement – à savoir la croissance et la réduction de la pauvreté –, il est essentiel de s'attaquer aux problèmes de production et de commercialisation en matière agricole. Pour éliminer les freins à la productivité, il faut mettre en place des innovations intégrées – filières commerciales intrants-extrants, systèmes de distribution de technologies améliorées et renforcement des capacités – afin de fournir des solutions scientifiquement testées susceptibles d'améliorer la productivité et la compétitivité des petits agriculteurs. Cependant, le financement de ces activités par les gouvernements devient chaque jour plus difficile.
6. En Afrique orientale et australe, les priorités nationales et régionales justifient les cinq piliers de ce programme, à savoir: innovations institutionnelles en vue de l'amélioration des marchés; promotion de variétés à faible risque et de méthodes de gestion adaptées à la demande; accords institutionnels visant à améliorer l'accès à des semences de qualité et leur utilisation; nouveaux instruments et nouvelles méthodes dans le domaine de la gestion du risque; et renforcement des capacités des prestataires de services au niveau local. Cette stratégie est en harmonie avec les stratégies du FIDA en Afrique orientale et australe en référence à la promotion de filières commerciales efficaces et équitables; à la mise en place de systèmes financiers ruraux; à l'amélioration de l'accès à la terre et à l'eau et de leur gestion; et à la création de systèmes de savoirs, d'informations et de technologies plus performants. C'est dans ce cadre stratégique que le programme proposé sera mis en œuvre, la priorité étant accordée aux femmes et aux femmes chefs de ménage atteintes du VIH/sida. De plus, ce programme va de pair avec le Programme intégré pour le développement de l'agriculture en Afrique réalisé dans le cadre du nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique.

III. Le programme proposé

7. L'objectif d'ensemble du programme est d'exploiter les opportunités d'accroissement et de diversification des revenus dans les zones semi-arides d'Afrique orientale et australe par le biais d'innovations intégrées susceptibles d'améliorer la productivité et la commercialisation des légumineuses et l'élasticité

des moyens de subsistance. Mettant à profit les enseignements tirés des projets pilotes, le programme procédera à l'évaluation des possibilités de diversification et de commercialisation de la production à travers l'introduction de variétés de légumineuses largement adaptées présentant les qualités privilégiées par le marché et les agriculteurs ainsi que des meilleures techniques de culture et de gestion des ressources. Par ailleurs, des accords institutionnels efficaces portant sur la fourniture de technologies et les filières commerciales seront élaborés et complétés par des instruments et méthodes d'évaluation et de cartographie des risques afin de faciliter le ciblage et la transposition des innovations à plus grande échelle.

8. D'une durée de trois ans, le programme comprendra cinq composantes principales relatives aux problèmes identifiés:
- innovations institutionnelles destinées à améliorer la commercialisation et à réduire les coûts de transaction à la charge des petits agriculteurs
 - introduction de variétés de légumineuses à faible risque adaptées au marché local et de pratiques de gestion complémentaires
 - innovations institutionnelles destinées à développer la diffusion et l'utilisation de semences de variétés améliorées et d'intrants complémentaires
 - instruments d'appui à la décision en matière de gestion des risques et de renforcement du ciblage des variétés améliorées et des pratiques de gestion
 - renforcement des capacités des prestataires de services afin d'inciter les agriculteurs et le secteur agro-alimentaire à adopter les innovations relatives à la culture des légumineuses.

IV. Résultats et avantages escomptés

9. Les résultats et avantages escomptés sont les suivants:
- renforcement de la participation des producteurs pauvres aux marchés et augmentation de leurs revenus
 - amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle
 - renforcement de la stabilité et de l'élasticité des revenus face aux chocs environnementaux
 - retombées bénéfiques sur la problématique hommes-femmes et l'environnement
 - accroissement de la disponibilité de semences au niveau local
 - renforcement des capacités des agriculteurs, des organisations paysannes et d'autres prestataires de services
 - augmentation de la rentabilité des investissements soutenus par le FIDA dans le domaine agricole

V. Modalités d'exécution

10. L'ICRISAT, dont la mission est de renforcer les moyens de subsistance des pauvres dans les systèmes agricoles semi-arides grâce à l'adoption de stratégies intégrées de gestion des ressources génétiques et naturelles, sera responsable de l'exécution du programme et de l'encadrement scientifique. À l'heure actuelle, l'ICRISAT gère trois grandes plates-formes régionales correspondant aux zones tropicales arides d'Asie, d'Afrique de l'Ouest et du Centre, et d'Afrique orientale et australe. Dans cette dernière région, l'ICRISAT a également des antennes au Malawi, au Mozambique et au Zimbabwe. En Éthiopie, l'ICRISAT met en œuvre d'importants

programmes en collaboration avec l'Institut international de recherche sur le bétail et l'Institut éthiopien de recherche agricole. L'ICRISAT collabore à des activités de recherche-développement dans la plupart des pays d'Afrique orientale et australe. L'antenne régionale de l'ICRISAT à Nairobi assurera la gestion et la coordination du programme. La majeure partie des activités seront réalisées en collaboration avec des instituts nationaux de recherche en Éthiopie, au Malawi, au Mozambique et au Zimbabwe. Des mémorandums d'accord seront signés entre l'ICRISAT et les institutions coopérantes avant le démarrage du programme.

11. L'ICRISAT désignera un coordonnateur du programme (économiste principal) qui, sous la direction du comité de pilotage, supervisera les aspects techniques et de gestion dans un souci d'efficacité de la mise en œuvre. En outre, un certain nombre d'experts de l'ICRISAT prendront part au programme – des sélectionneurs spécialistes des légumineuses, un agronome spécialiste des systèmes semenciers, un spécialiste de la modélisation de croissance des récoltes et un spécialiste des marchés et des institutions. Le coordonnateur du programme sera responsable de la préparation des programmes de travail et budgets annuels avec les instituts nationaux de recherche, de l'harmonisation du suivi scientifique des activités du programme et de la coordination des échanges scientifiques et des programmes de formation prévus par les différents groupes et équipes entre les disciplines et entre les pays participants. Le coordonnateur veillera à la gestion et au renforcement des partenariats aux niveaux international et national, notamment avec les projets financés grâce à des prêts du FIDA. Le comité de pilotage du programme se réunira une fois par an afin d'examiner, le cas échéant de modifier et d'approuver les rapports annuels sur l'état d'avancement technique et les programmes de travail et budgets annuels. Afin de garantir une gestion flexible et adaptative, la stratégie de coordination du programme mettra à profit les recommandations issues des activités de S&E.

VI. Coût et financement indicatifs du programme

12. Le coût total du programme est de 3 millions de USD, dont la moitié environ sera fournie par l'ICRISAT et les partenaires du programme sous forme de contributions en nature – temps en personnel, installations et laboratoires de terrain, infrastructures notamment. La contribution des partenaires au cofinancement sera distribuée comme suit: 55% pour l'ICRISAT, 35% pour les systèmes nationaux de recherche agricole et 10% pour les ONG. La partie restante, soit 1,4 million de USD, sera financée par le don du FIDA proposé. Des fonds additionnels pourraient être identifiés grâce aux activités d'appel de fonds menées actuellement par l'ICRISAT et ses partenaires auprès de la Fondation Bill et Melinda Gates.
13. La supervision du programme sera assurée par des missions de terrain menées par la Division Afrique orientale et australe du FIDA, en étroite collaboration avec la Division consultative technique du FIDA, et financées sur le budget administratif interne du FIDA.

Récapitulatif du budget et du plan de financement

(en milliers de USD)

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>FIDA</i>
Dépenses de personnel (y compris sous-traitance)	510
Fourniture et services en matière de recherche	238
Voyages	126
Équipement	70
Sous-traitance en matière de recherche	64
Appui technique	112
Renforcement des capacités	98
Frais généraux	182
Total	1 400

Logical framework

Objectives	Verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
Goal: Improved incomes and well-being among legume farmers in the rainfed areas of Eastern and Southern Africa	For smallholder farmers and the rural poor: <ul style="list-style-type: none"> – Increased incomes, assets and savings – Improved food security and nutrition – Increased enterprise development – Improved sustainability of rainfed cropping systems 	<ul style="list-style-type: none"> – Baseline data on income, returns, assets, nutrition, crop productivity, rural markets and enterprises – M&E studies, impact assessment and reports 	<ul style="list-style-type: none"> – Conducive government policies and world trade scenarios – Amenable climatic conditions
Overall objective: Harness opportunities for income growth and diversification based on integrated innovations for improving productivity and market links for dryland legumes in Eastern and Southern Africa	<ul style="list-style-type: none"> – >10% of target farmers adopt improved varieties and agronomy practices within three years – >10% increase in marketed surplus of legumes in the targeted areas within three years 	<ul style="list-style-type: none"> – Project progress reports – Impact monitoring studies – Production statistics 	<ul style="list-style-type: none"> – Legume prices remain stable – Sustained policies – Farmer-friendly climate
Specific objectives: 1. Examine the functioning of rural legume markets and develop low-cost farmer-market links 2. Develop sustainable, market-responsive seed delivery systems 3. Facilitate the development of pro-poor legume varieties and technologies 4. Enhance the local capacity for innovation along the value chain	<ul style="list-style-type: none"> – At least 10% of farmers in the targeted areas adopt new varieties and practices in three years – At least a 10% increase in the marketed surplus of legumes in the targeted areas in three years – At least a 25% increase in legume seed availability in the targeted areas in three years – At least five agroenterprises are trained in legume innovations in each of the targeted countries 	<ul style="list-style-type: none"> – Project progress reports – Impact monitoring report – Regional production statistics – Marketed surplus of farmers – ICRISAT archival reports 	<ul style="list-style-type: none"> – Legume prices remain stable – Sustained policy support for dryland areas – Climatic conditions remain farmer friendly
Outputs: 1. Develop Institutional innovations to improve markets for smallholder farmers	<ul style="list-style-type: none"> – At least one efficient legume value chain identified and defined for each crop 	<ul style="list-style-type: none"> – Project progress reports – Impact monitoring report 	<ul style="list-style-type: none"> – Sustained policy support – Farmer-friendly climate
2. Promote new legume varieties evaluate and promote management practices	<ul style="list-style-type: none"> – At least two improved legume varieties and agronomic practices identified and promoted 	<ul style="list-style-type: none"> – Project progress reports – Impact monitoring report 	=====DO=====
3. Develop institutional innovations to improve the access to and utilization of quality seeds of improved varieties	<ul style="list-style-type: none"> – At least one viable institutional innovation for seed systems established in each target country 	<ul style="list-style-type: none"> – Project progress reports – Impact monitoring report 	=====DO=====
4. Developed and promote methods for better targeting of improved legume varieties	<ul style="list-style-type: none"> – Crop simulation model calibrated for variety targeting 	<ul style="list-style-type: none"> – Project progress reports – Impact monitoring report 	=====DO=====
5. Strengthen the capacity of service providers and agroenterprises in the use of legume innovations	<ul style="list-style-type: none"> – At least two graduate students trained; at least two training modules developed for service providers and farmer organizations 	<ul style="list-style-type: none"> – Project progress reports – Impact monitoring report 	=====DO=====

Institut international de recherche sur les cultures des zones tropicales semi-arides (ICRISAT): Programme de mise en relation des pauvres avec les marchés mondiaux: développement au profit des pauvres des filières de biocarburants

I. Contexte

1. L'augmentation des prix du pétrole et les préoccupations causées par la pollution de l'environnement suscitent un intérêt croissant pour les biocarburants. De ce fait, de nombreux pays en développement adoptent des mesures pour mélanger les carburants d'origine fossile et les biocarburants, qui sont des carburants organiques issus de la biomasse renouvelable disponible sur place (cultures agricoles, arbres et plantes herbacées, résidus agricoles et forestiers). Ces matières peuvent être utilisées pour produire de l'énergie sans danger pour l'environnement. Les plantes cultivées pour la production de biocarburants peuvent être soit spécialisées soit polyvalentes, et offrent alors en plus de l'énergie des sous-produits pour l'alimentation du bétail ou la fabrication d'engrais, satisfaisant ainsi de nombreux besoins des communautés rurales.
2. Les biocarburants de première génération dont les techniques de production sont généralement bien connues sont a) le bioéthanol, issu de la fermentation du sucre des plantes (par exemple, le maïs, la canne à sucre, le sorgho et le manioc) qui est transformé en éthanol et mélangé à l'essence et b) le biogazole, obtenu à partir d'huiles végétales (par exemple, l'huile de coco, l'huile de palme et l'huile d'arachide) ainsi que de plantes non comestibles (par exemple, jatropha curcas et pongamia pinnata). Les huiles sont transformées en biogazole par une réaction chimique simple appelée transestérification. Les biocarburants de deuxième génération, qui en sont encore au stade de la recherche, utilisent des techniques de pointe pour accroître la teneur en sucre et en biomasse de la tige de la plante.

II. Justification et pertinence pour le FIDA

3. La réduction de la pauvreté est étroitement liée à la fourniture d'énergie dans les zones rurales, souvent reculées et non reliées au réseau électrique. Plus de deux milliards de personnes dans le monde, résidant principalement dans les campagnes des pays en développement, n'ont pas accès aux services énergétiques. En Afrique sub-saharienne, plus de 90 pour cent de la population est privée d'électricité. Alors que les ruraux dépendent de la biomasse pour satisfaire leurs besoins énergétiques, c'est au prix de dommages considérables à l'environnement, victime des conséquences désastreuses du déboisement et de l'érosion des sols.
4. Bien que les questions énergétiques ne figurent pas explicitement dans les Objectifs du Millénaire pour le développement, il est largement admis que l'accès à l'énergie pourrait réduire la pauvreté en favorisant l'accroissement des rendements agricoles et de la productivité du travail. Activité à base de main-d'œuvre, la production d'énergie renouvelable offre aussi des possibilités considérables de création d'emplois agricoles et extra-agricoles. Le Cadre stratégique du FIDA 2007-2010 mentionne explicitement les biocarburants qui représentent un important marché en voie d'expansion. Le don considéré répondra à nombre des objectifs stratégiques du FIDA. La recherche sur les techniques de fabrication des biocarburants est conforme à la stratégie du FIDA visant à promouvoir l'amélioration des techniques agricoles, qui permettra aux pauvres d'accroître leurs ressources productives. D'autre part, le don renforcera «la

capacité des femmes rurales à assumer plus efficacement leur rôle productif»¹ car la fourniture d'énergie allège le travail des femmes, vouées à la corvée de bois et d'eau, et à la préparation des repas. Il aura aussi d'autres effets bénéfiques, spécialement dans le domaine de la santé car l'utilisation de combustibles plus propres réduira l'incidence des maladies respiratoires causées par la pollution de l'air à l'intérieur des habitations. Le don répondra à une autre priorité stratégique du FIDA, celle de la lutte contre la dégradation des terres, de la promotion de la gestion durable des ressources naturelles et du développement respectueux de l'environnement. À cet effet, il favorisera la sélection de plantes génératrices de biocarburants et la promotion de systèmes agricoles et de pratiques culturales permettant d'exploiter les terres marginales, voire de les restaurer. La production de biocarburants aura aussi un impact positif sur l'économie des pays en développement grâce aux économies de devises réalisées et à l'augmentation des exportations sous l'effet de la demande en plein essor de matières premières pour la production de biocarburants destinés aux transports. Le troisième objectif du FIDA, la promotion de l'accès des pauvres aux marchés nationaux et internationaux, serait atteint par la même occasion.

5. Jusqu'à présent, la production de biocarburants s'est développée principalement à l'échelle industrielle. Il est à craindre que les ruraux pauvres ne soient pas en mesure de profiter de cette opportunité qui se présente à eux si des mesures ne sont pas prises pour favoriser l'introduction des cultures énergétiques dans les systèmes agricoles paysans, mettre au point des techniques et des produits adaptés aux besoins et aux possibilités des pauvres, et augmenter les rendements des cultures de manière à produire plus par unité de superficie. Traditionnellement, le groupe cible du FIDA vit dans des régions reculées où l'accès aux marchés est limité, les sols pauvres, la pluviométrie faible et l'équilibre agro-écologique fragile. Dans ces régions, la production vivrière est dans le meilleur des cas problématique, et les projets doivent souvent rechercher des productions à forte valeur sur des créneaux spécialisés pour offrir des possibilités durables de création de revenus. La production de biocarburants à partir de plantes qui peuvent être cultivées dans des conditions difficiles et bénéficier d'une demande internationale large et croissante offre une occasion unique de venir en aide aux pauvres qui vivent dans ces zones reculées.
6. Le don proposé doit permettre aux pauvres de mettre à profit cette demande commerciale considérable tout en maintenant voire même en augmentant la sécurité alimentaire et en répondant à d'autres besoins. Il aura aussi pour but d'atténuer les nombreux risques que présentent ce choix (ravageurs, maladies, sélection de cultivars adaptés, manque d'informations sur la viabilité de la production de matière première, appropriation des terres par des groupes puissants), d'évaluer l'impact des biocarburants sur la réduction de la pauvreté, la sécurité alimentaire et l'égalité hommes-femmes, et d'analyser les problèmes environnementaux.

III. Le programme proposé

7. Le don d'une durée de trois ans proposé fait partie des initiatives prises par la Division consultative technique pour développer la production de biocarburants au profit des pauvres dans le cadre des opérations du FIDA. Cet effort comprend a) une proposition d'intégration des biocarburants dans les opérations du FIDA, établie conjointement par la Division consultative technique et la Division Asie et Pacifique, et financée au titre de l'Initiative pour intégrer l'innovation, et b) la création d'un groupe de référence interne et informel chargé de définir la stratégie de développement des biocarburants du FIDA, ainsi que de faire valoir dans les instances internationales le point de vue des petits paysans et des agriculteurs pauvres. Vu la taille réduite des exploitations paysannes, l'intégration des

¹ Cadre stratégique du FIDA 2007-2010

biocarburants dans les opérations du FIDA ne pourra être complète que si la recherche fondamentale permet aux pauvres de se lancer dans la production de biocarburants sans sacrifier la sécurité alimentaire ou renoncer à la satisfaction de leurs autres besoins.

8. Le *but* général est de faire en sorte que les ruraux pauvres qui vivent dans les zones reculées et fragiles du point de vue agro-écologique bénéficient de l'opportunité que présentent les biocarburants. L'*objectif* spécifique est d'intégrer des cultivars améliorés de plantes énergétiques dans les systèmes d'agriculture paysanne pour créer une source supplémentaire de revenu tout en satisfaisant les besoins divers des communautés rurales en matière de sécurité alimentaire et d'alimentation du bétail. Les cultures suivantes ont été retenues pour la production de biocarburants : manioc, sorgho doux, *jatropha curcas* et *pongamia pinnata*. Des travaux de recherche seront également entrepris sur l'utilisation des plantes énergétiques riches en cellulose, par exemple, le panic érigé et le miscanthus géant. Tous ces végétaux se prêtent à la culture dans des conditions agro-climatiques difficiles.
9. Le *groupe cible* est celui des communautés rurales pauvres, en particulier les petits paysans, les sans terre pauvres et les femmes vivant dans les zones reculées et écologiquement fragiles.
10. Le programme sera exécuté en Chine, en Colombie, en Inde, au Mali, aux Philippines et au Viet Nam. Pour faciliter les liens avec le programme de prêt du FIDA, des sites de recherche seront localisés dans les projets en cours qui sont financés par des prêts du FIDA.
11. Le programme comprendra quatre composantes liées entre elles:
 - **intensification de la production et de la productivité des biocarburants.** Cet élément sera exécuté par des instituts de recherche et comportera la mise au point de variétés hybrides améliorées de sorgho doux et de manioc ainsi que le renforcement ou l'établissement de *jatropha curcas* et de *pongamia pinnata* (ou de variétés locales au Mali) sur les terres dégradées. Les cultivars et les clones les mieux adaptés seront recensés, multipliés et introduits dans les pays ciblés. Les plants et semences et les techniques de production qui conviennent le mieux seront introduits pour optimiser la productivité et réduire le volume des matières premières.
 - **Recherche-action.** Des initiatives pilotes seront conduites dans des villages situés dans différentes zones agro-écologiques de quelque 15 pays, six d'entre elles étant financées par le don principal et les neuf autres par les chargés de programme de pays intéressés au titre de leurs dons à des pays spécifiques. Le cas échéant, des programmes d'électrification rurale et des installations de transtérification pour la production de biogazole pourront être financés. La population rurale, y compris les femmes, sera encouragée à entreprendre des initiatives communautaires intégrées pour la production d'électricité, destinée en partie à la satisfaction des besoins des ménages, en partie à l'approvisionnement des installations locales de transformation. Les petits paysans s'organiseront pour cultiver 130 hectares de plantes énergétiques, tandis que le reste de la communauté se consacrera à la collecte des semences, qui seront vendues ensuite aux centres de traitement exploités par la communauté. Autant que possible, les petits agriculteurs et producteurs de biocarburants seront mis en relation avec les grandes industries et entreprises, et intégrés dans des filières. Des contrats seront conclus entre les associations d'agriculteurs et de producteurs et les producteurs d'éthanol et de biogazole pour l'approvisionnement en intrants et l'achat des récoltes. L'impact de la production de bioénergie sur la réduction de la pauvreté, la restauration des terres dégradées, et l'économie, la transformation et la commercialisation des cultures énergétiques feront l'objet d'une évaluation. Des travaux de recherche

appliquée seront confiés à des ONG qui œuvreront en liaison étroite avec les instituts de recherche.

- **diffusion des techniques, formation et renforcement des capacités.** Le don soutiendra la formation, les visites sur le terrain et les démonstrations en champ à l'intention des communautés, des systèmes nationaux de recherche agricole, des services de vulgarisation, des fonctionnaires du gouvernement et des ONG, afin de renforcer les capacités, de promouvoir le partage des savoirs et de faciliter la transposition à plus grande échelle des techniques et des pratiques qui ont été couronnées de succès. Les activités de formation et le transfert de technologies propres à renforcer les capacités à tous les stades de la filière, de la culture à la commercialisation des biocarburants en passant par la transformation, seront également encouragés. La participation des femmes sera encouragée. Des séminaires locaux et un atelier final au niveau international procéderont à l'examen des conclusions. Un rapport final sera établi à l'issue de ce processus. Une concertation sur les politiques aura lieu avec le gouvernement pour assurer la protection des droits fonciers des ruraux pauvres et empêcher une appropriation de la part de groupes plus puissants.
- **gestion du don et S-E.** Le don comprend des fonds destinés à l'ICRISAT et au Centre international d'agriculture tropicale, pour le recrutement du personnel nécessaire à la recherche, à la supervision des essais en champ, à la formation et à la supervision des agents des ONG qui travaillent avec les communautés, au développement des systèmes, à l'exécution d'études, au suivi des résultats, à l'évaluation des effets et à la tenue d'ateliers pour la diffusion des résultats.

IV. Résultats et avantages escomptés

12. Les résultats et avantages escomptés sont les suivants:

- La validation des technologies destinées à améliorer la productivité des plantes
- L'amélioration des rendements des cultures
- Le recensement de clones et de cultivars à haut rendement, adaptés à différentes zones agro-écologiques, et leur introduction dans les systèmes de culture paysanne
- La normalisation et la documentation des pratiques agronomiques de production
- La normalisation des systèmes de multiplication des clones et des semences
- L'évaluation de l'impact de l'énergie rurale sur la pauvreté
- L'évaluation de l'économie de l'électrification rurale et l'élaboration de modèles commerciaux des services et des filières d'énergie rurale
- Le renforcement de la base de connaissances des divers acteurs (agriculteurs, ONG, fonctionnaires des ministères, etc.)
- L'intégration de la production de biocarburants au profit des pauvres dans les interventions du FIDA et les stratégies nationales de réduction de la pauvreté ; l'ouverture d'une concertation avec les gouvernements sur les questions foncières.
- Le lancement d'une concertation sur les politiques foncières

V. Modalités d'exécution

13. Le programme sera exécuté par l'ICRISAT-India, qui nommera un directeur de programme². L'ICRISAT-India choisira des spécialistes des cultures provenant de l'ICRISAT et du Consortium latino-américain d'appui à la recherche et au développement du manioc, comme chercheurs principaux et représentants des pays participants. L'ICRISAT-India supervisera les activités du programme et apportera un soutien technique aux ONG et aux organisations à assise communautaire. L'ICRISAT et le Centre international d'agriculture tropicale (CIAT) formeront conjointement les acteurs et les décideurs, conduiront des recherches sur la mise au point de cultivars à haut rendement et les soumettront à des essais en champ³. L'ICRISAT-Mali exécutera des études de faisabilité en champ sur des cultivars sélectionnés.⁴L'Institut d'économie rurale du Mali évaluera les résultats des essais en champ exécutés par l'ICRISAT-Mali. Le CIAT-Cali conduira des recherches sur la mise au point, l'évaluation et l'identification de cultivars de manioc améliorés. Le CIAT-Asie coordonnera les activités des partenaires dans la région. L'ICRISAT-India effectuera des essais pilotes visant à déterminer les modèles de liaison avec les marchés qui conviennent le mieux. Enfin, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) prodiguera des conseils techniques.
14. Il sera créé un comité de pilotage comprenant les chefs de projet du FIDA et, si possible, trois chargés de programmes de pays des Divisions Asie et Pacifique, Amérique latine et Caraïbes, Afrique de l'Ouest et du Centre, les coordonnateurs de l'ICRISAT et du CIAT, ainsi que des représentants des systèmes nationaux de recherche agricole partenaires, de l'ICRISAT-Mali, de la FAO, et du Tata Energy Research Institute. Ce comité se réunira chaque année pour examiner l'état d'avancement des activités et approuver les plans de travail et budgets annuels.
15. L'ICRISAT assumera la responsabilité générale de la gestion technique et financière et présentera des rapports d'activité périodiques. Un examen à mi-parcours permettra de peaufiner les activités. Des études de référence et des systèmes participatifs de S-E seront mis en place pour l'évaluation de l'impact. Toutes les données seront ventilées par sexe.
16. Le programme sera supervisé par un Directeur de projet en poste au sein de la Division consultative technique. Les frais de supervision seront pris en charge par le budget administratif de cette division, en étroite collaboration avec les divisions régionales concernées.

VI. Coût et financement indicatifs du programme

17. Le coût du programme est estimé à 3,9 millions de USD, non compris les dépenses des neuf dons à des pays spécifiques. L'estimation des coûts par catégorie de dépenses est indiquée dans le tableau ci-dessous.

² Le siège de l'ICRISAT se trouve à Patancheru (Inde)

³ L'ICRISAT concentrera son attention sur le sorgho doux, *jatropha curcas* et *pongamia pinnata*, tandis que le CIAT se chargera du manioc.

⁴ Il s'agit de l'antenne locale pour l'Afrique subsaharienne.

Récapitulatif du budget(en milliers de USD)^a

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>FIDA</i>	<i>Systèmes nationaux de recherche agricole</i>	<i>ICRISAT – Inde, Philippines et Viet Nam</i>	<i>ICRISAT, Mali et Institut d'économie rurale du Mali</i>	<i>CIAT - Cali et Asie</i>	<i>Contribution totale de contrepartie</i>	<i>Total</i>
Dépenses de personnel (y compris sous-traitance)	555	164	569	88	166	987	1 542
Infrastructure, équipement, véhicules	104	725	19	5	9	758	862
Opérations et fournitures sur le terrain	260	-	210	44	88	342	602
Déplacements	125	-	-	-	-	-	125
Atelier, formation et renforcement des capacités	240	-	48	9	14	71	311
Appui technique	80	-	40	-	-	40	120
Dépenses administratives (10%)	136	89	89	15	28	221	357
Total	1 500	978	975	161	305	2 419	3 919

^a Tout écart dans les totaux est dû aux arrondis.

Logical framework

Objectives	Verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
Goal: Improved incomes and well-being among legume farmers in the rainfed areas of Eastern and Southern Africa	For smallholder farmers and the rural poor: <ul style="list-style-type: none"> – Increased incomes, assets and savings – Improved food security and nutrition – Increased enterprise development – Improved sustainability of rainfed cropping systems 	<ul style="list-style-type: none"> – Baseline data on income, returns, assets, nutrition, crop productivity, rural markets and enterprises – M&E studies, impact assessment and reports 	<ul style="list-style-type: none"> – Conducive government policies and world trade scenarios – Amenable climatic conditions
Overall objective: Harness opportunities for income growth and diversification based on integrated innovations for improving productivity and market links for dryland legumes in Eastern and Southern Africa	<ul style="list-style-type: none"> – >10% of target farmers adopt improved varieties and agronomy practices within three years – >10% increase in marketed surplus of legumes in the targeted areas within three years 	<ul style="list-style-type: none"> – Project progress reports – Impact monitoring studies – Production statistics 	<ul style="list-style-type: none"> – Legume prices remain stable – Sustained policies – Farmer-friendly climate
Specific objectives: 1. Examine the functioning of rural legume markets and develop low-cost farmer-market links 2. Develop sustainable, market-responsive seed delivery systems 3. Facilitate the development of pro-poor legume varieties and technologies 4. Enhance the local capacity for innovation along the value chain	<ul style="list-style-type: none"> – At least 10% of farmers in the targeted areas adopt new varieties and practices in three years – At least a 10% increase in the marketed surplus of legumes in the targeted areas in three years – At least a 25% increase in legume seed availability in the targeted areas in three years – At least five agroenterprises are trained in legume innovations in each of the targeted countries 	<ul style="list-style-type: none"> – Project progress reports – Impact monitoring report – Regional production statistics – Marketed surplus of farmers – ICRISAT archival reports 	<ul style="list-style-type: none"> – Legume prices remain stable – Sustained policy support for dryland areas – Climatic conditions remain farmer friendly
Outputs: 1. Develop Institutional innovations to improve markets for smallholder farmers	<ul style="list-style-type: none"> – At least one efficient legume value chain identified and defined for each crop 	<ul style="list-style-type: none"> – Project progress reports – Impact monitoring report 	<ul style="list-style-type: none"> – Sustained policy support – Farmer-friendly climate
2. Promote new legume varieties evaluate and promote management practices	<ul style="list-style-type: none"> – At least two improved legume varieties and agronomic practices identified and promoted 	<ul style="list-style-type: none"> – Project progress reports – Impact monitoring report 	=====DO=====
3. Develop institutional innovations to improve the access to and utilization of quality seeds of improved varieties	<ul style="list-style-type: none"> – At least one viable institutional innovation for seed systems established in each target country 	<ul style="list-style-type: none"> – Project progress reports – Impact monitoring report 	=====DO=====
4. Developed and promote methods for better targeting of improved legume varieties	<ul style="list-style-type: none"> – Crop simulation model calibrated for variety targeting 	<ul style="list-style-type: none"> – Project progress reports – Impact monitoring report 	=====DO=====
5. Strengthen the capacity of service providers and agroenterprises in the use of legume innovations	<ul style="list-style-type: none"> – At least two graduate students trained; at least two training modules developed for service providers and farmer organizations 	<ul style="list-style-type: none"> – Project progress reports – Impact monitoring report 	=====DO=====

Institut international d'agriculture tropicale (IITA): Programme pour le développement participatif, la diffusion et l'adoption des techniques de culture du niébé visant à réduire la pauvreté et à promouvoir des moyens d'existence durables en Afrique de l'Ouest

I. Contexte

1. Le niébé est une culture essentielle pour les agriculteurs pauvres en ressources et les femmes rurales, dans le contexte des systèmes d'agriculture de subsistance. La culture est performante dans les zones peu dotées en ressources, tandis que dans les zones reculées, elle est souvent la seule culture commerciale jouissant de débouchés commerciaux parce que le niébé ne s'abîme pas rapidement. Les résidus de récolte sont une importante source de fourrage pour les petits ruminants et ils jouent un rôle important dans les stratégies de survie, en particulier celles des ménages pauvres. Les agriculteurs des savanes de l'Afrique de l'Ouest sont très intéressés par l'adoption des techniques améliorées de culture du niébé, par exemple, les variétés à haut rendement, à cycle court et résistantes aux maladies et à la sécheresse, les options de protection intégrée et les techniques améliorées d'entreposage.
2. De 1999 à 2006, le projet Niébé pour l'Afrique (PRONAF), un don pionnier de par l'instauration de liens étroits avec les projets d'investissement du FIDA en Afrique de l'Ouest et du Centre, a participé à l'établissement des priorités, à l'expérimentation participative des techniques de culture du niébé et au choix des variétés par les agriculteurs, dans sept projets exécutés au Bénin, au Burkina Faso, au Mali, au Niger et au Nigéria. Le PRONAF a formé 235 scientifiques des NARES, des membres du personnel des projets du FIDA, des experts des services publics de vulgarisation et des acteurs du secteur privé, au suivi et à l'évaluation de l'impact des activités de recherche et développement sur la sécurité alimentaire et la réduction de la pauvreté.

II. Justification et pertinence pour le FIDA

3. La pauvreté, l'insécurité alimentaire et la malnutrition représentent des contraintes majeures pour l'amélioration des moyens d'existence en Afrique de l'Ouest et du Centre. L'accès aux marchés, la qualité des produits alimentaires et la forte valeur associée à celle-ci jouent un rôle clé en favorisant l'apport d'éléments nutritifs et le dégagement de marges bénéficiaires plus élevées pour les petits agriculteurs.
4. La stratégie du FIDA concernant la recherche assigne une priorité élevée à la recherche appliquée et adaptative portant sur les cultures qui tiennent une place importante dans les systèmes agraires des ruraux pauvres. Ayant trait à l'une de ces cultures, le PRONAF est un réseau régional déjà ancien reliant les chercheurs et les acteurs de la culture du niébé. Son avantage comparatif tient aux économies d'échelle qu'il entraîne dans la recherche et le développement de techniques et de modules de formation et à ses liens avec les projets du FIDA et d'autres projets aux fins de la diffusion des résultats.

III. Le programme proposé

5. L'objectif global du programme est l'amélioration des moyens d'existence des groupes cibles moyennant la mise au point de techniques, l'établissement de filières et d'institutions, le renforcement des capacités et la formation de partenariats dans le domaine de la culture du niébé, selon des méthodes participatives.

6. Le programme aura une durée de trois ans et sera articulé autour de trois grands axes:

- La mise au point et la diffusion des innovations,
- Le développement institutionnel et l'autonomisation des parties prenantes, et
- Les partenariats public-privé, la mobilisation des parties prenantes et la communication.

Les objectifs spécifiques sont les suivants:

- i) La sélection participative et la diffusion des techniques peu onéreuses, nouvellement mises au point, de protection intégrée et de transformation du niébé.
- ii) Le renforcement des capacités et l'autonomisation des acteurs de la base et des partenaires institutionnels selon une approche axée sur le développement de la filière
- iii) La diffusion et la durabilité des résultats des liaisons entre le PRONAF et les investissements financés par le don (GIL), grâce à un renforcement des liens avec d'autres projets d'investissement du FIDA et d'autres projets de développement rural.

IV. Résultats et avantages escomptés

Résultats

7. Les résultats escomptés sont les suivants:

- Résultat 1: des techniques actualisées, consolidées et diffusées pour la culture du niébé
- Résultat 2: Des modèles durables pour les entreprises d'approvisionnement en intrants, de transformation et de commercialisation du niébé ainsi que des systèmes de commercialisation améliorés
- Résultat 3: Une méthodologie facilitant l'amélioration des connaissances et les échanges d'information entre les groupes cibles sur les questions techniques, sociales, économiques et environnementales importantes.

Avantages

8. Les avantages attendus du PRONAF-GIL sont les suivants:

- Une *productivité agricole* plus élevée et une augmentation de la valeur ajoutée grâce à la transformation et aux autres activités de l'aval permises par l'intégration de nouvelles technologies.
- Les variétés améliorées et les pesticides biologiques n'impliquant pas d'économie d'échelle peuvent donc être adoptés même par les ménages pauvres, ce qui conduit à une *augmentation du nombre de bénéficiaires et un meilleur impact*.
- Les outils de collecte des données et les modules de renforcement des capacités sont spécialement adaptés aux *besoins des femmes* en termes d'accès amélioré des femmes aux techniques financièrement abordables.
- L'utilisation de techniques d'entreposage non chimiques, telles que le séchage solaire, le triple emballage et les extraits botaniques, auront un *impact positif sur l'environnement et la santé*.
- La *sensibilisation régionale accrue* aux perspectives offertes par le développement de la filière du niébé conduira à la multiplication des activités génératrices de revenus reposant sur l'utilisation du niébé.

- La *compétitivité régionale* améliorée des systèmes agraires reposant sur la culture du niébé ouvrira de nouvelles perspectives et améliorera les revenus des petits agriculteurs.
- Un *réseau durable* reliant les chercheurs et les autres acteurs de la culture du niébé facilitera et encouragera les échanges.
- Un modèle opérationnel approprié intégrera les résultats des dons alloués aux recherches grâce aux *liens prêts-dons* avec les projets d'investissement du FIDA.

V. Modalités d'exécution

Niveau régional.

9. Un coordinateur de projet de l'Institut international d'agriculture tropicale (IITA) assurera la gestion courante du projet. Chaque année, un atelier régional des parties prenantes sera organisé pour la préparation des plans de travail et budgets annuels. Ces derniers seront examinés et approuvés par un comité de pilotage régional composé de représentants de l' IITA, des NARES, des projets d'investissement du FIDA et du personnel du FIDA (non financés au titre du présent don). Le comité sera aussi chargé de suivre l'exécution. Les NARES partenaires nationaux seront l'Institut national des recherches agricoles du Bénin, l'Institut national de l'environnement et des recherches agricoles du Burkina Faso, l'Institut d'économie rurale du Mali, l'Institute of Agricultural Research du Nigéria et le Savanna Agricultural Research Institute du Ghana. Au niveau national, le comité déléguera aux institutions la responsabilité d'activités sélectionnées du projet. Un appui scientifique et technique sera fourni par des experts des institutions de recherche et développement participantes. Le comité sera composé de cinq représentants nationaux (un pour chaque pays couvert), d'un membre du personnel du FIDA, d'un représentant de l'IITA et du coordinateur régional du PRONAF-GIL, qui ne dispose pas du droit de vote.
10. **S&E.** Un sous-groupe spécial de S&E, dont les membres siégeant par roulement sont nommés par le comité de pilotage, procédera à l'évaluation des activités dans chacun des cinq pays. Le sous-groupe se composera d'un membre du personnel de l'IITA et de deux membres du personnel des NARES de deux pays différents, plus un ou deux membres de l'équipe locale du PRONAF faisant l'objet de la visite et du suivi. L'équipe de coordination régionale du PRONAF-GIL préparera le mandat du groupe à l'issue de consultations avec les chercheurs pertinents.
11. **Gestion financière.** Les dépenses effectuées au titre du don seront examinées au titre de la vérification annuelle des comptes de l'IITA par un commissaire aux comptes indépendant. L'IITA a une longue histoire de gestion de projets de petite, de moyenne ou de très grande envergures, avec des financements pouvant atteindre 17 millions de USD. Tous les scientifiques sont formés régulièrement à la gestion des projets et sont capables de gérer des projets de petite et de moyenne envergures. L'utilisation de programmes informatiques de gestion de projets est actuellement promue au sein de l'IITA.

Niveau national.

12. Chaque pays aura un coordinateur national qui assurera la liaison financière et logistique dans la coordination régionale. La supervision sera assurée par un comité de S&E national qui sera créé dans chaque pays. L'IITA sera seule responsable de la préparation des rapports techniques et financiers.
13. **Partenariats avec les projets d'investissement du FIDA.** On instaurera les partenariats avec les projets suivants pour la diffusion des techniques de culture du niébé et la mise en place de forums pratiques d'agriculture sur le terrain au Bénin (programme de développement des plantes à racines et tubercules et projet de microfinance et de commercialisation), au Burkina Faso (Projet d'appui aux filières agricoles), au Ghana (projet en faveur des petites entreprises rurales-phase II,

programme d'amélioration et de commercialisation des racines et tubercules, programme de promotion de la croissance rurale dans le Nord Ghana), au Mali (programme d'investissement et de développement rural des régions du Nord Mali et projet d'investissement pour le développement de la région de Kidal) et au Nigéria (programme de gestion communautaire des ressources naturelles – Delta du Niger et programme de développement agricole et rural à assise communautaire).

14. **S&E.** Le suivi sera réalisé par des équipes internes, le comité de pilotage et l'unité de coordination régionale du PRONAF. Les rapports relatifs au suivi seront présentés lors des ateliers régionaux annuels conformément aux plans de travail antérieurs et aux budgets alloués. Des équipes externes agréées par le FIDA assureront aussi un S&E des activités du PRONAF.
15. L'évaluation annuelle sera un processus interne participatif conduit dans le cadre de l'atelier des parties prenantes. L'évaluation finale du PRONAF-GIL sera aussi réalisée par des équipes externes agréées par le FIDA.

VI. Coût et financement indicatifs du projet

16. Le FIDA se propose de contribuer à hauteur de 1,2 million de USD. La contribution sera utilisée pour le financement des échanges et des ateliers régionaux, le S&E, la coordination, l'appui technique et les opérations de recherche des NARES, ainsi que certaines dépenses d'investissement mineures. De plus, les NARES fourniront une contribution en nature: temps de personnel technique et administratif, terrains, matériel génétique, espaces de laboratoires et de bureaux, équivalant à un montant total de 600 000 USD environ. L'IITA fournira, à titre de contribution, du temps de son personnel administratif, du matériel génétique et des espaces de laboratoires et de bureaux équivalant à approximativement 700 000 USD.

Résumé du budget

(en milliers de USD)

<i>Type de dépense</i>	<i>FIDA</i>
Personnel (sous-traitants y compris)	34
Services techniques	251
Déplacements	60
Matériel	147
Mise au point des technologies et études d'impact	375
Coûts de fonctionnement et appui technique	333
Total	1 200

Logical Framework

Objectives	Verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
Goal: Improved incomes and well-being among legume farmers in the rainfed areas of Eastern and Southern Africa	For smallholder farmers and the rural poor: <ul style="list-style-type: none"> – Increased incomes, assets and savings – Improved food security and nutrition – Increased enterprise development – Improved sustainability of rainfed cropping systems 	<ul style="list-style-type: none"> – Baseline data on income, returns, assets, nutrition, crop productivity, rural markets and enterprises – M&E studies, impact assessment and reports 	<ul style="list-style-type: none"> – Conducive government policies and world trade scenarios – Amenable climatic conditions
Overall objective: Harness opportunities for income growth and diversification based on integrated innovations for improving productivity and market links for dryland legumes in Eastern and Southern Africa	<ul style="list-style-type: none"> – >10% of target farmers adopt improved varieties and agronomy practices within three years – >10% increase in marketed surplus of legumes in the targeted areas within three years 	<ul style="list-style-type: none"> – Project progress reports – Impact monitoring studies – Production statistics 	<ul style="list-style-type: none"> – Legume prices remain stable – Sustained policies – Farmer-friendly climate
Specific objectives: 1. Examine the functioning of rural legume markets and develop low-cost farmer-market links 2. Develop sustainable, market-responsive seed delivery systems 3. Facilitate the development of pro-poor legume varieties and technologies 4. Enhance the local capacity for innovation along the value chain	<ul style="list-style-type: none"> – At least 10% of farmers in the targeted areas adopt new varieties and practices in three years – At least a 10% increase in the marketed surplus of legumes in the targeted areas in three years – At least a 25% increase in legume seed availability in the targeted areas in three years – At least five agroenterprises are trained in legume innovations in each of the targeted countries 	<ul style="list-style-type: none"> – Project progress reports – Impact monitoring report – Regional production statistics – Marketed surplus of farmers – ICRISAT archival reports 	<ul style="list-style-type: none"> – Legume prices remain stable – Sustained policy support for dryland areas – Climatic conditions remain farmer friendly
Outputs: 1. Develop Institutional innovations to improve markets for smallholder farmers	<ul style="list-style-type: none"> – At least one efficient legume value chain identified and defined for each crop 	<ul style="list-style-type: none"> – Project progress reports – Impact monitoring report 	<ul style="list-style-type: none"> – Sustained policy support – Farmer-friendly climate
2. Promote new legume varieties evaluate and promote management practices	<ul style="list-style-type: none"> – At least two improved legume varieties and agronomic practices identified and promoted 	<ul style="list-style-type: none"> – Project progress reports – Impact monitoring report 	=====DO=====
3. Develop institutional innovations to improve the access to and utilization of quality seeds of improved varieties	<ul style="list-style-type: none"> – At least one viable institutional innovation for seed systems established in each target country 	<ul style="list-style-type: none"> – Project progress reports – Impact monitoring report 	=====DO=====
4. Developed and promote methods for better targeting of improved legume varieties	<ul style="list-style-type: none"> – Crop simulation model calibrated for variety targeting 	<ul style="list-style-type: none"> – Project progress reports – Impact monitoring report 	=====DO=====
5. Strengthen the capacity of service providers and agroenterprises in the use of legume innovations	<ul style="list-style-type: none"> – At least two graduate students trained; at least two training modules developed for service providers and farmer organizations 	<ul style="list-style-type: none"> – Project progress reports – Impact monitoring report 	=====DO=====

Centre du riz pour l'Afrique (ADRAO): Programme d'amélioration de l'accès des petits paysans aux semences de NERICA ("Nouveau riz pour l'Afrique") visant à atténuer la pauvreté rurale en Afrique de l'Ouest et du Centre

I. Contexte

1. Les semences jouent un rôle essentiel dans l'instauration de la sécurité alimentaire parce qu'elles sont l'intrant le plus important pour les agriculteurs de l'Afrique de l'Ouest et du Centre. L'approvisionnement inadéquat en semences de qualité représente une contrainte majeure pour la production végétale et la sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest et du Centre. Bien que la plupart des gouvernements africains aient investi des ressources considérables dans le renforcement des capacités nationales de production agricole, le manque de semences en quantité suffisante et de qualité optimale reste un frein au développement agricole. Garantir aux agriculteurs l'accès à des semences de qualité exige la mise en place d'un système viable de multiplication et de distribution de semences qui auront été produites en temps utile, à l'endroit requis et à un prix abordable.
2. Le FIDA a fait un don, d'un montant de 1 million de USD, au Centre du riz pour l'Afrique (ADRAO) en 2000 pour le financement du projet "Recherche adaptative et diffusion de technologies rizicoles en Afrique de l'Ouest". L'objectif du don était de contribuer à l'augmentation de la productivité du riz, à la diversification des cultures et à la génération de revenus ruraux grâce au développement, à l'expérimentation, à l'évaluation et à l'adaptation des innovations appropriées. Compte tenu de la nécessité d'utiliser une méthodologie différente pour diffuser les connaissances relatives aux questions complexes de la gestion intégrée des cultures et des ressources naturelles dans les systèmes rizicoles, le projet a introduit l'apprentissage participatif et la recherche-action, une approche inédite de l'apprentissage pour les agriculteurs. L'approche a été étendue à huit pays au moins de l'Afrique de l'Ouest dans le contexte de la gestion intégrée des cultures.
3. Forte du succès de la première phase du programme, une deuxième phase a été approuvée en 2003, avec un financement d'un montant de 1 million de USD, sur les systèmes rizicoles dans les vallées de l'intérieur des terres (fort impact écologique) en Gambie, au Ghana, en Guinée et au Mali. La deuxième phase donne une plus large place aux innovations locales et élargit la méthodologie d'apprentissage participatif et de recherche-action par le biais de partenariats améliorés. Le programme de la phase II s'intéresse à trois grandes questions: i) la mise au point de paquets technologiques pour les systèmes rizicoles, ii) l'élaboration d'une méthodologie de base pour la gestion intégrée des cultures et iii) la création de partenariats entre les acteurs de la recherche et du développement. Il vise à identifier et évaluer les innovations locales, à promouvoir l'apprentissage participatif et la recherche-action sur la gestion intégrée des cultures et à développer les réseaux d'apprentissage entre agriculteurs. Un grand nombre de partenaires, y compris les agriculteurs, ont été formés à la documentation des innovations locales. Les principaux résultats et impacts obtenus par la deuxième phase sont les suivants: i) une augmentation et une amélioration du capital humain et social, ii) le recensement et le partage plus efficace entre agriculteurs des connaissances locales relatives aux systèmes rizicoles, iii) l'augmentation des rendements du riz, et iv) la diversification des cultures dans les vallées de l'intérieur.

4. En dépit des résultats positifs obtenus jusqu'à maintenant, la disponibilité et l'accessibilité des semences de NERICA pour les petits agriculteurs restent limitées en Afrique de l'Ouest et du Centre. C'est un sérieux motif de préoccupation et il convient de s'attaquer au problème d'une manière appropriée.

II. Justification et pertinence pour le FIDA

5. Plus de 90 pour cent des riziculteurs d'Afrique de l'Ouest et du Centre sont des petits exploitants. La majorité sont des femmes qui cultivent moins d'un hectare chacune. Elles sont le plus souvent dépendantes des précipitations. La production des petits lopins est généralement insuffisante pour assurer aux ménages un niveau de vie décent. Ces agriculteurs gèrent des systèmes agraires complexes associant la riziculture à d'autres cultures vivrières, et ils accordent une importance variable au riz en tant que culture vivrière et culture commerciale. Il n'en va pas de même chez les agriculteurs asiatiques pour qui le riz tient une place prédominante et est principalement cultivé dans les bas-fonds et dans des systèmes irrigués. On peut en conclure que les pays africains en sont à un stade différent du développement de la production de riz et n'accordent pas à celle-ci la même importance dans leur économie.
6. Les semences de NERICA ouvrent de nouvelles perspectives aux riziculteurs non seulement en Afrique de l'Ouest et du Centre mais dans toute l'Afrique subsaharienne en raison de leurs caractéristiques principales: cycle de croissance court, haut rendement, résistance aux grandes causes de stress locales et saveur agréable. Leurs rendements sont stables dans différentes conditions de culture. Leur introduction dans les champs des agriculteurs est la première étape de la stabilisation et de l'intensification durable des hautes terres fragiles de l'Afrique de l'Ouest et du Centre. Les semences de NERICA constituent un élément catalyseur de la réduction de la variabilité annuelle et des risques inhérents à la production de riz ainsi que de l'amélioration de la durabilité et de la productivité en conditions pluviales en Afrique de l'Ouest et du Centre. L'idée, cependant, n'est pas de remplacer les variétés de riz locales par les lignées de NERICA mais, plutôt, d'intégrer les NERICA dans la gamme variétale dont disposent les riziculteurs, et de les associer à des technologies complémentaires telles que des pratiques de gestion raisonnée des ressources naturelles et des systèmes améliorés de commercialisation et de distribution du riz.
7. Il est démontré que les NERICA pourraient révolutionner la production de riz en Afrique. Cependant, l'absence dans les NARES d'une masse critique de scientifiques et techniciens spécialistes du riz, capables de conduire des recherches adaptatives susceptibles de déboucher sur la mise au point d'un ensemble de techniques de production durable et de traitement post-récolte fait peser une contrainte majeure sur la production de riz. En outre, les agriculteurs ont difficilement accès aux semences et aux techniques favorisant l'amélioration des rendements.
8. Grâce à l'approche participative de la sélection variétale, les NERICA ont été introduits avec succès dans bon nombre de pays de l'Afrique de l'Ouest, tels que le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Gambie, le Ghana, la Guinée, le Mali, le Nigéria, la Sierra Leone et le Togo. Au Bénin, en Guinée et au Togo, les rapports montrent que les moyens d'existence des agriculteurs locaux ont été améliorés par l'adoption des NERICA. Actuellement, plus de 150 000 hectares sont cultivés en NERICA en Afrique de l'Ouest et du Centre (Initiative africaine sur le riz 2005). (La Guinée à elle seule compte pour plus de 70 000 hectares et l'Ouganda pour plus de 20 000 hectares). De plus, des rapports sur l'Afrique de l'Est indiquent que des lignées de NERICA ont été introduites en Éthiopie et sont en passe de l'être au Kenya, à Madagascar et en Tanzanie. L'expérimentation des NERICA est bien

avancée au Congo et en République démocratique du Congo, où trois variétés NERICA (NERICA 3, 4 et 6) sont les plus populaires.

9. Mettre les semences de NERICA à la disposition des petits agriculteurs et élargir l'utilisation des nouvelles technologies reposant sur ces variétés améliorées sont des activités qui pourraient être freinées par des facteurs organisationnels et institutionnels. Pour ce qui est des facteurs institutionnels, les principaux sont les médiocres capacités des institutions nationales de vulgarisation, l'absence de politique nationale concernant les semences et les ressources pratiques limitées. Des activités de recherche adaptative et de renforcement des capacités sont requises pour résoudre ces problèmes. De plus, des travaux de recherche coordonnés sont indispensables dans des pays sélectionnés pour la mise au point de techniques complémentaires telles que des pratiques intégrées de conservation de la fertilité des sols et de lutte phytosanitaire et pour faire en sorte que les technologies liées aux variétés NERICA soient durables au plan écologique. Les recherches conduites par l'ADRAO ont montré que les rendements des NERICA étaient supérieurs aux rendements des autres variétés de riz pluvial, avec quelque 2 tonnes/ha sans application d'engrais.
10. Les hommes, les femmes et les jeunes jouent des rôles déterminants dans la production et la commercialisation des semences de riz en Afrique de l'Ouest et du Centre. C'est pourquoi le programme déterminera les contraintes et le potentiel spécifiques de chacun de ces acteurs clés dans l'amélioration du système de production de semences. Les différences des besoins des agriculteurs et des agricultrices en termes de technologies doivent être évaluées pour toute la gamme des systèmes de production allant des bas-fonds jusqu'aux hautes terres. Les expériences d'autres projets, tels que le programme de développement agricole des basses terres en Gambie, qui ont trait aux besoins technologiques spécifiques des femmes seront utiles à cet égard. Le programme générera des connaissances sur l'amélioration des stratégies et des interventions visant le développement du secteur de la production de semences de riz.
11. Le programme complétera les activités de développement axées sur les systèmes de production de semences de riz en cours d'exécution en Afrique de l'Ouest et du Centre, par exemple, l'Initiative africaine sur le riz financée par la Banque africaine de développement et le projet conjoint Institut international de recherche sur le riz -ADRAO financé par le FIDA en Afrique orientale et australe. Les composantes de recherche adaptative et de renforcement des capacités de ce programme créeront une synergie avec l'Initiative africaine sur le riz et les autres projets portant sur la production de semences et la production de riz dans la région.

III. Le programme proposé

12. L'objectif global du programme est l'amélioration de la contribution des technologies de production de riz et de traitement post-récolte à la réduction de la pauvreté et à l'instauration de la sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest et du Centre et l'accroissement des revenus des petits producteurs de riz, hommes et femmes, dans des pays sélectionnés de l'Afrique de l'Ouest et du Centre. Les objectifs spécifiques du programme sont les suivants:
 - Concevoir une série complète de pratiques de production de semences et de culture des NERICA et la mettre à la disposition des bénéficiaires du programme;
 - Renforcer les capacités des scientifiques et des techniciens spécialistes de la culture du riz afin d'améliorer la recherche et la production nationales dans ce domaine;

- Conduire des évaluations participatives des technologies de traitement post-récolte peu exigeantes en main d'œuvre permettant de réduire les pertes et d'améliorer la qualité de la production;
 - Réaliser des études afin d'améliorer les politiques et les dispositifs de commercialisation pour la production et le commerce du riz dans le pays.
13. Le programme aura une durée de quatre ans et aura cinq grandes composantes:
- Des activités de démarrage englobant, notamment, un bilan de la condition des hommes et des femmes et une évaluation des institutions au début du programme, ainsi qu'une enquête sur les préférences des consommateurs (facteurs de goût) et sur la demande en NERICA dans les pays sélectionnés;
 - Une évaluation, en station de recherche et en exploitation, des NERICA et des technologies complémentaires pour toute la gamme des systèmes de production allant des bas-fonds jusqu'aux hautes terres;
 - La formation des scientifiques et des techniciens spécialistes du riz moyennant un appui aux travaux de recherche de l'ADRAO, des missions de courte durée, des visites de scientifiques, des ateliers et des séminaires;
 - L'évaluation du matériel de traitement post-récolte peu exigeant en main d'œuvre destiné aux petits agriculteurs afin d'en mesurer l'efficacité et la rentabilité et de recenser les contraintes pesant sur l'adoption des technologies, et l'évaluation des avantages économiques et sociaux des technologies;
 - Une étude des marchés des intrants et des produits et des créneaux commerciaux.

IV. Résultats et avantages escomptés

14. Le projet débouchera sur quatre résultats:
- La mise au point de paquets techniques complets avec semences de NERICA et pratiques de production;
 - Le renforcement des capacités des scientifiques et des techniciens spécialistes de la culture du riz afin qu'ils soient en mesure de contribuer à la recherche et à la production nationales;
 - La mise au point de technologies de traitement post-récolte peu exigeantes en main-d'œuvre permettant de réduire les pertes et d'améliorer la qualité de la production;
 - L'amélioration des politiques et des dispositifs de commercialisation relatifs à la production et au commerce du riz dans le pays.

V. Modalités d'exécution

15. L'exécution et la gestion du programme incomberont aux institutions et organisations locales existantes et aux structures établies dans les pays bénéficiaires (République démocratique du Congo, Guinée et Sierra Leone) pour faire en sorte que le processus soit en prise sur la demande. Ce mécanisme de collaboration favorisera la pérennité et la continuité des activités après la clôture du programme. Le recours à ces structures existantes garantira aussi l'adaptation des activités du programme aux conditions locales.
16. L'ADRAO sera responsable des aspects administratifs et financiers. Elle devra donc veiller à l'utilisation efficace des ressources financières provenant du don et elle préparera le plan de travail et budget annuel. Un comité consultatif du programme, composé du coordinateur du programme de l'ADRAO et de représentants des pays

sera chargé de la planification, de l'exécution et du suivi des activités du programme.

17. Le programme fera intervenir un grand nombre de partenaires, y compris les agriculteurs, les groupements de producteurs, les associations paysannes, les NARES, les services nationaux de vulgarisation, les ONG et les projets du FIDA. Ces partenaires joueront un rôle clé dans la mise au point des paquets techniques et seront étroitement associés à toutes les composantes du projet.

VI. Coût et financement indicatifs du programme

18. Le coût total du programme est estimé à 2,4 millions de USD. Sur ce montant, une somme de 1,5 million de USD sera financée au titre du don proposé du FIDA. Le montant restant, 880 000 USD, sera fourni par les contreparties comme suit: ADRAO, 700 000 USD, NARES, 140 000 USD et les autres sources (personnel mis à disposition par l'Institut international de recherche sur le riz, des ONG et du secteur privé aux réunions et au suivi du projet) 40 000 USD.

Résumé du budget (en milliers de USD)

<i>Catégories de dépenses</i>	<i>FIDA</i>	<i>ADRAO</i>	<i>NARES</i>	<i>Autres⁶</i>	<i>Total</i>
Personnel et appui technique	80	562	120	20	782,5
Capital, matériel	110	24	3,5	-	137,5
Déplacements	120	-	-	-	120
Coûts de fonctionnement (recherche adaptative et publications)	360	65	16	17	458
Appui technique	92	10	-	-	102
Renforcement des capacités	543	37	-	-	580
Frais généraux (13%)	195	-	-	-	195
Total	1 500	698,5	139,5	37	2 375

⁶ Y compris les coûts de la participation du personnel mis à disposition par l'Institut international de recherche sur le riz, des ONG et du secteur privé aux réunions du projet.

Logical Framework

Goal and objectives	Indicators	Means of verification	Assumptions and risks
Goal: To improve the livelihoods and socio-economic conditions in rural communities through pro-poor biofuel value chains and business models	<ul style="list-style-type: none"> Number of participants from target groups reporting increases in incomes at least by 10% and improvement in non-financial assets, by gender Number of households reporting improvement in food security, including the share of woman-headed households % increase in households accessing energy services, including share of woman-headed households Increased value of biofuel crops by 10% among farmers and by 5% among entrepreneurs 	<ul style="list-style-type: none"> Progress and final reports Participatory M&E systems Impact assessment surveys 	<ul style="list-style-type: none"> Drop in prices of fossil fuels Governments implement favourable policies on biofuel pricing and blending and support farmers and producers
Project purpose: To establish pilot communities for the production of biofuel crops, the integration of the crops in smallholder farming systems with low inputs and assessment of the adaptability of the crops to various agroecological zones	<ul style="list-style-type: none"> Number of households and participants from target groups in each village engaging in biofuel production Increase in the number of community cooperatives and microenterprises in biofuel sector Agricultural productivity improved 	<ul style="list-style-type: none"> Programme reports Participatory M&E systems Baseline and impact assessment surveys Information bulletins Testing sites 	<ul style="list-style-type: none"> Drop in prices of fossil fuels Governments implement favourable policies on biofuel pricing and blending: and support farmers and producers Farmers willing to use part of their land for biofuels
Output 1: Technologies to improve plant productivity and reduce the volume of feed stock developed and evaluated; crop productivity improved	<ul style="list-style-type: none"> Number of evaluated technologies and local sites and farmers using developed technologies Crop productivity quantified Between 15 and 50 brown mid-rib sweet sorghum varieties and hybrids developed and tested 30 high-yielding cassava clones identified and 3 high-quality mutants evaluated 50 each of jatropha and pongamia lines collected and identified 	<ul style="list-style-type: none"> Programme reports Participatory M&E systems Impact assessment surveys Testing sites and farmer experiments Scientific publications, information bulletins 	<ul style="list-style-type: none"> Adverse weather conditions Lack of interest of local communities Farmers willing to use part of their land for biofuel cultivation
Output 2: High-yielding varieties suited to various agroecological zones and integrated in smallholder farming systems	<ul style="list-style-type: none"> Two cultivars of sweet sorghum and two high-yielding cassava clones for each zone identified Two nurseries for each crop in each agroecological zone established and evaluated At least 50 accessions of jatropha and pongamia evaluated for oil content 100 kg of seed of sorghum cultivar materials produced, and planting material for 20 ha of nurseries produced 	<ul style="list-style-type: none"> Programme reports Information bulletins 	<ul style="list-style-type: none"> Unseasonable rainfall and unfavourable weather conditions
Output 3: Agronomic production practices and seed and clone multiplication systems standardized and documented	<ul style="list-style-type: none"> Planting dates, fertilizer dosage and types and plant protection measures formulated for sorghum and cassava in each agroecological zone Pruning schedule and techniques, fertilizer dosage and types and plant protection measures formulated for jatropha and pongamia Production of 6,000 kg of each of the two identified sorghum cultivars and the cassava clones sufficient to plant in 50 ha in each agroecological region Multiplying high-quality jatropha and pongamia clones sufficient to plant in at least 500 ha in each target country 	<ul style="list-style-type: none"> Programme reports 	<ul style="list-style-type: none"> Unseasonable rainfall and unfavourable weather conditions
Output 4: Economics of rural electrification and impact of rural energy on poverty assessed; rural energy service business models and chains developed	<ul style="list-style-type: none"> Increase in the number of households reporting higher income and non-financial assets and accessing electricity Increase in the number of community cooperatives and microenterprises in biofuel sector Number of out-grower schemes and contract farming agreements % of farmers producing biofuels that have increased inputs and outputs At least one entrepreneur identified who will buy the target crops produced in each zone, and one best model identified and applied that is acceptable to producers and entrepreneurs 	<ul style="list-style-type: none"> Programme reports Participatory M&E systems Impact assessment surveys Contract farming agreements Report on market links Pilot testing sites 	<ul style="list-style-type: none"> Competition from large companies Inhibition and scepticism of input agencies, entrepreneurs and governments in the benefits of participating in project activities
Output 5: Knowledge base of various stakeholders enhanced	<ul style="list-style-type: none"> Project launching meeting, training programmes, exposure field visits Local seminars and final overall workshop 	<ul style="list-style-type: none"> Programme reports Training materials Minutes and attendance of seminars 	
Output 6: Pro-poor biofuel production and energy services mainstreamed in IFAD operations and included in poverty reduction strategies; policy dialogue initiated on land issues	<ul style="list-style-type: none"> Number of country strategic opportunities programmes with a biofuel component Number of IFAD projects and programmes with a biofuel component Number of countries including biofuels in their energy policies and poverty reduction strategy papers % of national financial resources allocated to biofuel development 	<ul style="list-style-type: none"> Country strategic opportunities programme, project and policy documents National statistics and other data Poverty reduction strategy papers and national policy documents Budget allocations 	<ul style="list-style-type: none"> Governments willing to engage in policy dialogue and enforcement actions